



A Paris le 4 décembre 2017

COMMUNIQUE

Privatisation des routes nationales? Alerte danger!

Le gouvernement a lancé des assises de la mobilité en prévision d'une ou deux lois début 2018. Pour ces assises, des groupes d'experts thématiques se réunissent pour établir des rapports et des ateliers territoriaux sont organisés en tirant au sort à chaque fois une cinquantaine de personnes.

De fait, aucun débat transparent n'est organisé. Les organisations syndicales ne participent pas aux groupes thématiques qui élaborent les propositions concrètes. En particulier, le groupe « mobilité soutenable » présidé par Noël Chamboduc de Saint Pulgent élabore des scénarios qui attaquent directement le service public de la route.

La Fédération de l'Équipement, de l'Environnement des Transports et des Services Force Ouvrière (FEETS-FO) a eu transmission des hypothèses de travail de cette commission : instauration de péages urbains, nouveaux péages sur le réseau non concédé de l'Etat et sur celui des collectivités locales et transformation des Directions Interdépartementales des Routes (DIR) en un établissement public « Routes de France ».

« Routes de France » pourrait être ainsi financé par des taxes et redevances affectées, voire par des péages.

C'est donc le premier acte de privatisation des DIR, outil dont l'efficacité est pourtant reconnue, qui est en route.

A l'approche de la clôture des assises de la mobilité le 13 décembre prochain par la Ministre des Transports, la FEETS-FO exprime son opposition à toute privatisation ou transfert du réseau routier national.

Pour tout contact: Laurent JANVIER, 06 27 31 17 68